



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 20 février 2026

FOCUS : COLOMBIE – EN 2025, LA CROISSANCE RESTE SOUTENUE MAIS PRESENTE DES FRAGILITES STRUCTURELLES.

2

Bolivie

3

Le risque-pays baisse à 477 points de base.

3

Colombie

3

Le gouvernement maintient la hausse du salaire minimum à 23 %.

3

En 2025, le déficit budgétaire s'établit à -6,3 % avec un déficit primaire de -3,4 %.

3

Les inondations dans le nord du pays mettent en évidence l'insuffisance de la couverture assurantielle des agriculteurs.

4

Équateur

4

L'Équateur et les États-Unis ont conclu les négociations pour un Accord de commerce réciproque (ART).

4

La société publique équatorienne de pétrole *Petroecuador* a conclu une alliance stratégique avec les Émirats arabes unis.

5

Guyana

5

Le projet de construction d'un canal dans la région n° 3 a été remporté par trois entreprises.

5

Pérou

5

3,4 % de croissance en 2025, portée par les secteurs non-primaires

5

Le déficit en 2025 révèle des fragilités budgétaires en amont de l'élection.

6

Après la destitution du président José Jerí, l'économie péruvienne fait face à une incertitude persistante.

6

Venezuela

6

L'OFAC délivre une nouvelle licence générale autorisant certaines compagnies pétrolières occidentales à opérer.

6

Le raffineur étatsunien *Valero Energy* prévoirait d'importer 6,5 M de barils de pétrole en mars.

7

L'essence d'indice d'octane 97 devrait revenir au Venezuela.

7

Focus : COLOMBIE – En 2025, la croissance reste soutenue mais présente des fragilités structurelles.

La Colombie a enregistré une croissance de 2,6 % en 2025, en accélération par rapport à 2024 (1,5 %). Cette croissance est en majeure partie portée par la consommation finale (4,2 %), que ce soit la consommation des ménages (+3,6 %) ou la dépense publique (+7,1 %). L'investissement et les exportations connaissent une croissance plus limitée, respectivement à +2,1 % et +1,8 %. Les secteurs du commerce (+4,6 %, expliquant 0,9 pp de la croissance) et l'administration publique (+4,5 % ; 0,8 pp) ont le plus fortement soutenu la croissance. Le secteur du divertissement poursuit sa transformation (accueil de tournées internationales notamment) et la forte croissance enregistrée depuis la fin de la pandémie, à 9,9 % en 2025.

Au T4, la croissance a surpris à la baisse, du fait d'un ralentissement net en fin d'année. La croissance annuelle était en effet attendue à 2,8 % voire 2,9 % pour la Banque centrale, soit 0,2 ou 0,3 pp de plus que la croissance finalement enregistrée. Au T4 2025, la croissance trimestrielle n'a toutefois été que de 0,1 % vs. 1,3 % au T3. L'investissement s'est particulièrement contracté en fin d'année (-8,9 % par rapport au T3), accentuant la dégradation entamée au T3 (-2,9 % par rapport au T2). Le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance : les importations, boostées par une croissance portée par la demande sans accroissement de l'offre en Colombie, est en hausse de 8,4 % en volume sur l'année, vs. +1,8 % pour les exportations (avec des baisses marquées de -18 % des produits issus de l'extraction – pétrole, charbon, minerais ferreux). Les importations se sont néanmoins contractées de -4,5 % au T4 (par rapport au T3), limitant la baisse de la croissance trimestrielle.

Principale source d'inquiétude, la baisse de l'investissement semble faire l'objet d'un effet d'éviction par la dépense publique, selon les économistes de Corficolombiana. En 2025, l'investissement ne représente que 16,6 % du PIB (contre 21,3 % en 2019), le même niveau que la dépense publique (16,8 % du PIB). En particulier, la formation brute de capital fixe (FBCF, qui mesure l'investissement productif) s'est réduite de -2,8 % au T4 par rapport au T3, alors qu'elle avait connu une croissance -bien que mesurée- aux trimestres précédents. La faiblesse de l'investissement s'explique notamment par l'incertitude réglementaire, l'insécurité croissante qui affecte le développement de projets, un certain attentisme en attente des élections et des coûts financiers important (avec un taux directeur élevé). Le secteur du logement est particulièrement marqué par la baisse de l'investissement.

Le retour de l'inflation fragilise la fois la consommation des ménages et pourrait limiter la reprise de l'investissement en 2026. La remontée récente de l'inflation (5,3 % en g.a. en janvier pour un point bas à 4,8 % en juin) a contraint la Banque centrale à rehausser son taux directeur de 100 points de base, passant de 9,25 % à 10,25 % en février. La hausse de l'inflation devrait s'accroître dans les prochains mois, suite à la l'augmentation de 23,7 % du salaire minimum (actuellement suspendue mais qui devrait être maintenue, cf. *infra*). Les experts estiment que l'inflation conclura l'année à 6,3 % et le taux directeur à 11,75 %. Dans ce contexte de hausse des taux, une reprise de l'investissement, qui connaît une baisse historique, est peu probable. De même, l'inflation réduira le pouvoir d'achat des ménages et pourrait entraver le dynamisme de la consommation.

Les analystes estiment ainsi que la croissance sera comprise entre 2,6 % et 2,9 % en 2026, toujours soutenue par le secteur des services et la consommation. La dépense publique devrait ralentir au 1^{er} semestre, dans le cadre de mesures légales empêchant la signature de contrats publics depuis le 31 janvier 2025 et jusqu'au 21 juin 2026 (*Ley de Garantías*).

Bolivie

Le risque-pays baisse à 477 points de base.

Le 17 février, le risque-pays (EMBIG) de la Bolivie s'est établi à 477 pdb, son niveau le plus bas depuis la crise des devises de 2023.

Dans le cadre de l'alternance politique jugée positivement par les marchés, l'indicateur de risque-pays avait atteint près de 2 100 pdb en février 2025 et avait clôturé l'année à 673 pdb.

Les effets économiques des mesures mises en place par nouvelles autorités (les premières mesures fortes ont déjà été prises, notamment la suppression des subventions au carburant, pour 2,5 Md\$) doivent encore se matérialiser. La baisse du risque-pays repose donc, à ce stade, davantage sur la confiance donnée par les marchés aux nouvelles autorités que sur de premiers résultats économiques à venir.

Colombie

Le gouvernement maintien la hausse du salaire minimum à 23 %.

Le 13 février, le Conseil d'État a suspendu le décret augmentant le salaire minimum de 23 % pour 2026 (cf. [Brèves semaine 7](#)). Le Conseil d'État demande aux autorités de motiver le décret selon les paramètres techniques de l'article 8 de la loi 278 (inflation, productivité, croissance, part des salaires dans le revenu national) et non sur le seul concept de « salaire vital » sur la base duquel le gouvernement a motivé cette décision. En attendant de statuer sur le fond, le Conseil d'État demande au gouvernement d'émettre un nouveau décret, transitoire, d'ici le 21 février. Jusqu'à cette date, la hausse de 23 % du salaire minimum est maintenue. A noter toutefois que les subventions au transport ne sont pas concernées par cette suspension.

Le gouvernement a maintenu la hausse de 23 % du salaire minimum dans son décret temporaire du 18 février. La concertation avec les partenaires sociaux (patronat et syndicats de travailleurs) a abouti le 16 février à un consensus sur le maintien de cette hausse, afin de maintenir une certaine stabilité en attendant la décision de fond du Conseil d'État. Celle-ci pourrait toutefois arriver tardivement : en 2017, lorsque la même situation s'était présentée sous le mandat de J.M. Santos (le Conseil d'État avait statué par une annulation du décret plus d'un an après). Les autorités ont fait appel de la décision de suspension du Conseil d'État le 18 février : cela ne remet toutefois pas en cause la décision de hausse du salaire minimum du décret temporaire.

Le président a également évoqué la mise en place d'un salaire minimum « mobile ». Au lieu d'être réévalué annuellement, le salaire s'ajusterait régulièrement, en fonction de l'inflation. *A priori*, cette réévaluation devrait être mensuelle, basée sur la publication de l'inflation par le département des statistiques (DANE). Néanmoins, cette mesure a pour principal défaut de limiter l'ancrage des anticipations des agents, et notamment des entreprises quant à leurs coûts salariaux sur l'année.

En 2025, le déficit budgétaire s'établit à -6,3 % avec un déficit primaire de -3,4 %.

En 2025, le déficit budgétaire s'améliore de 0,8 pp par rapport à l'objectif défini par le cadre financier de moyen-terme (MFMP) de juin 2025. En particulier, les dépenses d'intérêt de la dette ont baissé de -1,4 pp par rapport à la cible du MFMP, pour représenter 2,9 % du PIB. Cette réduction est liée aux opérations de gestion de la dette menées par le Crédit public, qui ont réduit les intérêts de la dette à court terme.

Le déficit primaire est toutefois en hausse significative, dépassant de 1 p.p. la cible du

MFMP. Le déficit primaire atteint -3,4 % du PIB pour un objectif à -2,4 %, au niveau de 2024. Le dynamisme de la dépense publique repose ainsi particulièrement sur les stratégies d'endettement des autorités.

La dette publique s'établit à 64,7 % du PIB, en hausse de 5 p.p. par rapport à 2024 (59,9 %). La dette publique externe représente 19,2 % du PIB, détenue en majorité par des investisseurs étrangers privés (obligations ; 49 %), la Banque mondiale (18 %) et la Banque interaméricaine de développement (11 %). La composition de la dette publique interne a été modifiée par les opérations de gestion de la dette, au profit des obligations de très court terme (TCO, titres de trésorerie à échéance < 1 an). Celles-ci représentent désormais 20 % de la dette interne contre une moyenne de 11 % depuis 2021. Dans le même temps, les obligations de long terme (TES LP, à échéance de 1 à 10 ans) ne représentent plus que 79 % de la dette interne (contre 87 % en moyenne historique).

Le service de la dette publique interne est particulièrement élevé jusqu'en 2033, avec une moyenne à 25 Md\$ (93 000 Md COP). Certaines années concentreront des pics de remboursement particulièrement élevés : 2026 (35,4 Md\$), 2029 (30 Md\$) et 2033 (28 Md\$). Cette hausse est liée au reprofilage de la dette, en faveur des obligations de plus court terme.

Les inondations dans le nord du pays mettent en évidence l'insuffisance de la couverture assurantielle des agriculteurs.

Seules 1 % à 5 % des terres agricoles touchées par les inondations bénéficieraient d'une couverture assurantielle. Les dommages financiers des inondations sont conséquents : dans les huit départements concernés, 550 000 bovins sont affectés (morts ou sur des terrains inondés) dont plus de 450 000 dans le département de Cordoba.

La couverture assurantielle est largement subventionnée par l'État. Historiquement, l'État a accompagné le développement de l'assurance agricole, avec notamment la création du Fonds national des risques agricoles et d'une incitation à l'assurance agricole (ISA) en 1993, subventionnant les primes d'assurance des petits producteurs. En 2025, l'ISA couvrait ainsi 87 % de la prime d'assurance de près de 75 000 bénéficiaires selon Finagro (une banque publique agricole).

La mise en place du marché de l'assurance est limitée. Sur la dernière décennie, la subvention publique à l'assurance a augmenté de 269 % pour une faible croissance de la couverture assurantielle (+8,7 %). Cependant, les acteurs assurantiels soulignent leur dépendance à l'ISA.

La modernisation des schémas assurantiels est pourtant en marche. L'assurance paramétrique, qui consiste à activer automatiquement l'indemnisation en cas de dépassements de seuils prédéfinis (pluviométrie par exemple), couvre déjà 53 % des bénéficiaires de l'ISA. Cette forme d'assurance permet d'accélérer l'indemnisation et d'éviter le déplacement d'un contrôleur sur place.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	1,8%	44,8%	2366
Change USD/COP	0,4%	-9,8%	3697
Change EUR/COP	-0,4%	1,9%	4351
Prix du baril (Brent, USD)	4,0%	-8,1%	70,29

Équateur

L'Équateur et les États-Unis ont conclu les négociations pour un Accord de commerce réciproque (ART).

Selon le ministre équatorien de la Production, du commerce extérieur et des investissements, **l'ART établit un cadre de**

coopération économique et d'accès aux marchés entre les deux pays. Il devrait être signé dans les prochaines semaines. L'accord fixe des règles dans des domaines essentiels : barrières non tarifaires, règles d'origine, facilitation et contrôle douanier, commerce électronique et technologie, obstacles techniques au commerce, propriété intellectuelle et sécurité économique. Le ministre a souligné que l'ART était un premier pas vers un futur Traité de libre-échange qui renforcerait la relation bilatérale avec les États-Unis.

Un des effets immédiats de l'accord sera la suppression de la surtaxe actuelle sur 50 % des exportations non-pétrolières équatoriennes, représentant environ 3,2 Md\$. Cela concerne les produits suivants : fleurs, baies, avocats, ananas, bananes, mangues, café, cacao, thon, pitahaya, manioc, gingembre, cœur de palmier, ainsi que l'or et certains métaux comme le cuivre et le plomb. Grâce à l'ART, l'Équateur prévoit une croissance annuelle moyenne de 15 % des exportations non-pétrolières vers les États-Unis jusqu'en 2030.

La société publique équatorienne de pétrole Petroecuador a conclu une alliance stratégique avec les Émirats arabes unis.

L'alliance conclue permet à Petroecuador de vendre son pétrole directement via la Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), l'un des plus grands groupes pétroliers mondiaux. Cet accord, formalisé par un mémorandum d'entente (MoU), intègre pour la première fois le pétrole équatorien au réseau commercial d'Abu Dhabi, réduisant le rôle des intermédiaires et facilitant l'accès aux marchés d'Asie, d'Europe et d'Afrique. Il offre des contrats à moyen et long terme, une meilleure prévisibilité des revenus, et renforce la sécurité énergétique par la diversification des fournisseurs pour le diesel et l'essence.

Cette initiative découle de la visite officielle du président Daniel Noboa à Dubaï, en février 2026. L'accord constitue un levier stratégique pour sécuriser les exportations pétrolières, attirer des investissements étrangers et renforcer la position commerciale internationale de l'Équateur.

Guyana

Le projet de construction d'un canal dans la région n° 3 a été remporté par trois entreprises.

Le projet de construction du canal représente 375 M\$ d'investissement. Ce contrat a été remporté par trois entreprises : *S Triple J's Enterprise*, *AJM Enterprise* et *Benchmark Construction*, à hauteur de 125 M\$ chacune. Le ministère de l'Agriculture, via l'Autorité nationale de drainage et d'irrigation (NDIA), sera chargé de l'exécution du projet.

Le canal devrait desservir près de 4 000 hectares de terres agricoles, complétant le réseau d'irrigation existant. Il entre dans la stratégie du Gouvernement visant à développer l'économie non-pétrolière, notamment agricole, voulant de faire du Guyana le « grenier du CARICOM ».

Pérou

3,4 % de croissance en 2025, portée par les secteurs non-primaires

L'économie péruvienne a enregistré une croissance de 3,8 % en décembre (en g.a.), un résultat supérieur aux attentes du marché (2,8 %), selon un récent rapport de la BCP (Banque de crédit du Pérou). **Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance atteint 3,4 %, après 3,6 % en 2024.**

Cette croissance provient avant tout du dynamisme des secteurs non-primaires, qui ont progressé d'environ 5 %. La construction

en est le principal moteur, avec une hausse de 12 %, soutenue par une augmentation de 18 % de la consommation de ciment. Le commerce (+4,9 %) et les services (+3,8 %) ont également contribué de manière significative à l'expansion.

À l'inverse, les secteurs primaires ont reculé de -0,4 %, pénalisés par la baisse de la production minière (-1,9 %), malgré des performances positives de l'agriculture (+2,5 %) et de la pêche (+0,6 %). La croissance actuelle repose donc essentiellement sur la demande interne et les activités non-extractives, plutôt que sur le secteur minier.

Le déficit en 2025 révèle des fragilités budgétaires en amont de l'élection.

Le déficit a atteint 2,2 % du PIB en 2025. Toutefois, hors événements extraordinaires, le déficit budgétaire aurait dû être de 3,2 % selon la Banque centrale (BCRP). Cette meilleure performance est expliquée en grande partie par des conditions extérieures exceptionnellement favorables et par des recettes fiscales extraordinaires non-récurrentes. Contrairement aux déclarations récentes du gouvernement mettant en avant la solidité de la situation économique, la Banque centrale souligne une forte correction des prix internationaux de l'or, de l'argent et du cuivre fin janvier, rappelant la vulnérabilité structurelle du Pérou aux chocs externes.

Plus de la moitié des fluctuations du PIB, des recettes fiscales et des principales variables macroéconomiques dépendent de facteurs internationaux, notamment des prix des matières premières. Face à la volatilité des cours miniers, des économistes appellent à élargir la base fiscale, à diversifier l'économie et à renforcer le Fonds de stabilisation budgétaire afin de réduire la dépendance aux cycles des matières premières.

Après la destitution du président José Jerí, l'économie péruvienne fait face à une incertitude persistante.

La censure le mardi 17 février du Président intérimaire José Jerí ouvre un nouveau chapitre d'instabilité politique. Selon Víctor Fuentes, représentant de l'Institut péruvien d'économie (IPE), les fondamentaux macroéconomiques demeurent solides, mais l'instabilité politique engendre un coût social et économique significatif. Les changements répétés d'autorité ralentissent la mise en œuvre des réformes structurelles, notamment dans des dossiers sensibles comme celui de *Petroperú* ou la lutte contre l'exploitation minière illégale.

D'après l'IPE, l'incertitude chronique freine les réformes et pourrait limiter la croissance, qui n'a atteint que 3,4 % en 2025 alors que 5 % à 6 % seraient atteignables dans le cadre d'un contexte international favorable. **Pour 2026, l'IPE prévoit une croissance plus modérée, autour de 2,7 %.** Malgré le soutien de la consommation privée et de l'investissement minier, l'incertitude politique pourrait ainsi limiter le potentiel de croissance du pays.

Venezuela

L'OFAC délivre une nouvelle licence générale autorisant certaines compagnies pétrolières occidentales à opérer.

La nouvelle licence générale n°50 (LG50) autorise Chevron (États-Unis), Shell (Pays-Bas), BP (Royaume-Uni), ENI (Italie) Repsol (Espagne) et Maurel & Prom (Indonésie/France) à opérer dans les secteurs pétrolier et gazier vénézuélien, sous le contrôle du Trésor étatsunien.

La LG50 comporte des dispositions spécifiques :

- (i) Les transactions effectuées seront soumises aux lois étatsuniennes et tout

différend devra être résolu sur le territoire des États-Unis ;

- (ii) Tous les paiements, à l'exception des taxes, redevances et permis locaux, devront s'effectuer par le biais d'un Fonds de dépôt du Trésor étatsunien ou tout autre compte désigné par le Trésor ;
- (iii) Les paiements de taxes ou les redevances devront être versés sur les fonds ou comptes désignés par le Trésor, limitant l'accès direct de l'État vénézuélien aux recettes générées par ces opérations.

Tout paiement à une personne physique ou morale sanctionnée (y compris *Petróleos de Venezuela* – PdVSA – entreprise pétrolière publique) doit être effectué sur le fonds de dépôt. La LG50 interdit également les échanges de dette, paiements en or ou en monnaie numérique.

Le raffineur étatsunien *Valero Energy* prévoirait d'importer 6,5 M de barils de pétrole en mars.

Valero Energy, entreprise de raffinage située proche du Golfe du Mexique, prévoirait

d'importer 6,5 M de barils de pétrole brut au mois de mars, selon le porte-parole de l'entreprise. *Valero Energy* est déjà destinataire d'une grande partie du pétrole exploité par Chevron au Venezuela.

L'essence d'indice d'octane 97 devrait revenir au Venezuela.

PdVSA a lancé un programme pilote afin de relancer la production d'essence à indice d'octane 97. Un indice plus élevé signifie une meilleure résistance à l'auto-inflammation, essentielle pour les moteurs à haute performance. Depuis 2014, l'essence vendue au Venezuela présente des indices d'octane compris entre 78 et 82, empêchant la commercialisation de certains véhicules.

Le projet pilote nécessitera un paiement en espèces ou en devises étrangères dans l'une des stations participantes. A ce stade, six stations-service du Grand Caracas y participent, revendant l'essence à 1\$/L.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)